DÉCLARATION LIMINAIRE
AU CSAL DU 17 JANVIER 2024
DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Remaniement ministériel : Supprimer le Ministère de la Fonction Publique ne supprime pas les enjeux.

Il n'y a donc plus de ministère de la fonction publique. L'annonce du nouveau gouvernement a levé le suspense et affiche ouvertement le mépris qui est donc fait aux plus de 5 millions d'agents publics. Ceux que l'on ne cesse de remercier dans des déclarations mais jamais dans les actes alors qu'ils assurent quotidiennement les missions de services publics n'ont donc désormais plus d'interlocuteur dans un ministère de plein exercice.

C'est un très mauvais signal qui s'inscrit hélas dans la continuité du travail de sape du pouvoir incarné notamment par la loi d'août 2019 pour tous ceux qui œuvrent malgré le fonctionnaire bashing, l'absence de revalorisation salariale, des conditions de travail toujours plus dégradées…

C'est bien l'expression même d'un gouvernement qui relègue à la dernière des priorités ceux qui travaillent au service de tous, à la réduction des inégalités, à la cohésion sociale.

Supprimer le ministère ne supprimera pas les enjeux liés à la fonction publique et aux enjeux publics.

Solidaires Fonction Publique ne lâchera rien de ses revendications pour la défense de la fonction publique et des agents publics.

Et cerise sur le gâteau : Départ du Directeur Général, un bilan catastrophique et une DGFiP encore plus fragilisée !

Par un message adressé aux personnels sur Ulysse, le Directeur Général a annoncé, vendredi dernier, son départ du poste de Directeur Général de la Direction Générale des Finances Publiques.

Si certains s'émeuvent de ce départ soudain, point d'inquiétudes. Il est d'usage que, dans les milieux élitistes, la rue pour retrouver un emploi ne soit pas trop large à traverser. Jérôme Fournel rejoindra, à quelques encablures à peine, la direction du cabinet de Bruno Le Maire au ministère de l'Économie. Nous attendons désormais de connaître le nom du prochain Directeur Général.

Au-delà d'un timing contestable, en pleines négociations indemnitaires, Solidaires Finances Publiques réitère l'urgence de répondre aux inquiétudes des personnels et de prendre en considération les revendications légitimes de ces derniers. Au-delà d'une nouvelle nomination à sa tête, le collectif de la DGFiP a impérieusement besoin d'un renforcement de ses missions et de ses structures qui passe par des moyens humains et budgétaires à la hauteur des enjeux pour une DGFiP renforcée, reconnue et réhumanisée au service de l'intérêt général, de la justice fiscale, sociale et environnementale.